



NOTICE DE SELECTION POUR CONSULTANT INDIVIDUEL
IC/70/BUR-BAMBARI/2022

Date : 08/11/2022

PAYS : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

INTITULE DE LA MISSION : Recrutement de deux (2) Consultants Nationaux pour le renforcement des capacités des animateurs des médias communautaires

Durée de la mission : Un mois et demi (45 jours ouvrables) étalés sur trois mois

Zones d'intervention du projet : Zone sud-est et centre du projet (Bambari-Kouango-Alindao-Mobaye-Bangassou-Bria, et un autre se chargera des médias communautaires de la zone nord-ouest et nord (Bozoum-Paoua-Markounda-Batangafa-Bossangoa-Nana Bakassa-Ndele-Birao).

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail achats.cf@undp.org avec mention obligatoire de la référence et intitulé du dossier. Toute demande de renseignement sera adressée à l'adresse e-mail : procurement.cf@undp.org

Votre proposition devra être reçue au plus tard le mardi 22 Novembre 2022.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Centrafricaine est un pays post-conflit dont les besoins de reconstruction sont conséquents et complexes. Les crises politiques et sécuritaires récurrentes ont fortement fragilisé les institutions et entravé le développement socio-économique du pays, exacerbé l'extrême pauvreté et occasionné une fragmentation de la cohésion sociale du fait des violentes confrontations entre des groupes antagonistes ayant chacun sous son contrôle une partie du territoire. Une telle réalité sombre, exige la mise en place des actions urgentes afin de promouvoir le dialogue social et communautaire inclusif à la base dans les localités les plus affectées par les conflits dans l'optique de parvenir à une paix durable, gage du relèvement économique et du développement. Au regard des deux opportunités majeures à savoir : i/ la tenue du dialogue républicain, ii/ l'organisation des élections locales, le contexte est favorable à la mise en place des actions urgentes requises.

Le dialogue politique prôné par le Président de la République réélu, est une opportunité de paix de plus qui, vient renforcer les acquis de l'APPR-RCA et favoriser la consolidation de la paix avec une particularité qui réside dans son caractère communautaire avec la ferme volonté de favoriser une grande participation de tous, et surtout des femmes et des jeunes aussi bien au niveau national que local. Cette approche permettra la pacification du territoire et le renforcement des conditions politiques pour la tenue effective et le bon déroulement des élections locales prévues en septembre 2022.

Afin de favoriser la résilience du capital social des communes des régions du pays les plus affectées par les multiples crises notamment le nord-ouest et le sud-est, le projet « appui au dialogue social et communautaire inclusif pour la paix en RCA » financé par le fonds du Secrétaire Général pour la Consolidation de la Paix (PBF) et conjointement mis en œuvre par le PNUD et ONU Femmes, a été initié pour combler le gap structurel du dialogue social et communautaire inclusif qui se traduit par une faible implication des populations à la base dans le processus de négociation et de la mise en œuvre des accords de paix en RCA. Ce projet entend saisir l'opportunité de la redynamisation de l'exécution des résolutions de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) signé en février 2019 entre le gouvernement et les 14 groupes armés incluant entre autres les élections apaisées, le dialogue communautaire et la relance des activités économiques

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

1. Les populations, en particulier les femmes, les jeunes et les populations vulnérables participent efficacement à un dialogue local inclusif capable de réduire les violences communautaires et de favoriser la cohésion sociale dans les sous-préfectures cibles du projet ;
2. Les mécanismes de dialogue communautaire favorisent la tenue des élections locales apaisées et inclusives dans les sous-préfectures cibles du projet.

Ainsi, pour atteindre ces résultats, le PNUD se propose de recruter deux (2) consultants nationaux qui auront la charge de renforcer les capacités des animateurs des médias communautaires en place dans la zone de couverture du projet, notamment des localités situées dans les préfectures suivantes : Bamingui-Bangoran (Ndele), Vakaga (Biraou), Haute Kotto (Bria), Basse-Kotto (Alindao et Mobaye), Ouaka (Bambari et Kouango), Mbomou (Bangassou), Ouham (Nana-Bakassa, Markounda et Bossangoa), Ouham Fafa (Batangafo) et Ouham-Pendé (Paoua et Bozoum).

II. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

A/Objectifs

Sous l'autorité du Représentant Résident Adjoint au Programme du PNUD et la supervision générale du Spécialiste Gouvernance et directe du Coordonnateur du projet, les consultants nationaux chargés de la formation des animateurs des médias communautaires auront la responsabilité de concevoir des modules de formation et appuyer l'organisation des ateliers de formation des animateurs radios locales. A travers des exercices pratiques ils animeront également des émissions et évalueront les connaissances acquises par les bénéficiaires durant la formation.

De façon concrète, l'appui programmatique et technique attendu des consultants, sera de :

- Identifier les acteurs clefs des radios communautaires qui doivent participer au renforcement des capacités ;
- Appuyer l'équipe d'organisation des ateliers, notamment en ce qui concerne l'élaboration des TDRs et l'agenda des ateliers de formation ;
- Elaborer les modules de formation sur les contenus de productions et diffusions des informations de qualité sur le processus de dialogue communautaire en mettant l'accent sur les messages appropriés en période post-crise ;
- Identifier les exemples concrets de conflits dans chaque zone et en faire des exercices pratiques de résolution et/ou de prévention pour des émissions radios ;
- Organiser la formation à travers un agenda bien précis ;
- Procéder à l'évaluation des connaissances acquises par les participants ;
- Rédiger le rapport final de chaque atelier de formation.

B/Résultats attendus

Au terme des sessions de formation, les Consultants Nationaux atteindront les résultats spécifiques suivants :

- Les acteurs clefs des radios communautaires qui doivent participer au renforcement des capacités, identifiés ;
- Des modules de formation sur les contenus de production et de diffusion des informations de qualité sur le processus de dialogue communautaire sont élaborés ;
- Les sessions de formation, avec des exercices pratiques d'assimilation à travers des exemples concrets, réalisées ;
- L'équipe d'organisation des ateliers, appuyée, notamment en ce qui concerne l'élaboration des TDRs et l'agenda des sessions de formation ;
- Des fiches d'évaluations sur les connaissances acquises de la formation sont conçues ;
- L'évaluation des connaissances acquises par les participants, réalisée ;
- Le rapport final de l'atelier de formation, rédigé.

III. METHODOLOGIE

Les consultants nationaux établiront un chronogramme de travail validé par le Coordonnateur du projet en étroite collaboration avec le Spécialiste Programme de la Gouvernance. Ils rencontreront périodiquement ces derniers pendant la durée de leurs contrats pour échanger et réajuster les actions au besoin. Ils présenteront tous les modules, pour approbation avant le démarrage des ateliers. Ils travailleront en étroite collaboration avec l'équipe d'organisation des ateliers au PNUD et au besoin avec les autres parties prenantes du projet. Ils fourniront au projet un agenda des sessions de formation et des rapports intermédiaires et finaux, relatifs à leurs consultations. Un consultant national se chargera des médias communautaires de la zone sud-est et centre du projet (Bambari-Kouango-Alindao-Mobaye-Bangassou-Bria, et un autre se chargera des médias communautaires de la zone nord-ouest et nord (Bozoum-Paoua-Markounda-Batangafo-Nana Bakassa-Bossangoa-Ndele-Biraou). Les formations s'organiseront par pools de radios communautaires.

IV. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Chaque consultant national aura la responsabilité (sous la supervision du bureau terrain de Bambari) de l'organisation du travail, de la production et de la qualité des livrables de la consultation selon sa zone de couverture.

Plus spécifiquement, le consultant national devra avoir le profil minimal suivant :

a. **Éducation :**

- Être titulaire d'un Diplôme supérieur de niveau troisième cycle universitaire (Master II, ou DEA, DESS) en sciences de l'information et de la communication ou autre diplôme équivalent ;

b. **Expériences :**

- Être de Nationalité Centrafricaine.
 - Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en médias communautaires, au dialogue social, à la formation des adultes et des professionnelles des médias ;
 - Avoir une connaissance parfaite du français et de MS Excel, MS Project, Powerpoint ;
 - Avoir une connaissance des langues nationales de la RCA est un atout ;
 - Être capable d'entreprendre régulièrement des missions dans les milieux enclavés, dans un cadre pluridisciplinaire, dans des conditions difficiles et sous pression ;
 - Avoir la capacité de diriger une réunion avec divers intervenants et de rédiger différents types de rapports ;
 - La connaissance du Système des Nations Unies (SNU) est un atout ;
- 3) **Langues requises :**
- Le consultant national devra parler couramment le français et les langues nationales, notamment le Sango.

V. DUREE DE LA MISSION ET LIEUX DE DEPLOIEMENT

La consultation pour chaque consultant national est prévue pour une durée de quarante et cinq (45) jours ouvrables étalée sur trois (3) mois. Les consultants nationaux retenus travailleront avec l'équipe du projet, dans les zones cibles du projet à l'intérieur du pays durant toute la période des formations. La zone de couverture du projet est divisée en deux (2) : Zone sud-est et centre qui regroupe les villes de Bambari-Kouango-Alindao-Mobaye-Bangassou-Bria. La zone nord-ouest et du nord qui regroupe les villes de Bozoum-Paoua-Markounda-Batangafu-Bossangoa-Nana Bakassa-Ndele-Birao.

VI. LIVRABLES

Les produits attendus de cette mission sont les suivants :

Echéancier	Livrables
Avant le démarrage des formations (L1)	<ul style="list-style-type: none"> - Le plan de formation - L'agenda des ateliers - Les différents modules de formation (complet et PowerPoint) - Les fiches d'évaluations
Durant les formations (L2)	<ul style="list-style-type: none"> - Exécution de la formation à travers les différents modules et les exercices pratiques - Evaluation des connaissances - Remises des certificats - Rapport de chaque session de formation
A la fin des formations (L3)	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport final de la consultation

VI. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Les consultants nationaux travailleront sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet PBF « Appui au dialogue social et communautaire inclusif pour la paix en RCA ».

VII. CONSTITUTION DU DOSSIER

- Proposition technique**
 - (a) Lettre de motivation
 - (b) CV incluant les expériences similaires et au moins trois références professionnelles.
 - (c) Une brève description de la méthodologie de travail, l'approche pour exécuter le travail selon les TDR et un chronogramme détaillé des activités et résultats attendus à chaque étape.
 - (d) Le planning de mise en œuvre (chronogramme). Voir (c),
 - (e) Copies légalisées des diplômes et autres attestations des services faits.

2. Proposition financière

La proposition financière sera soumise sur la base de l'approche forfaitaire (Les honoraires, éditions des livrables, frais de communications).

Les frais couvrant les déplacements du consultant national dans les localités où sera réalisée les formations et autres coûts d'édition des supports de formation sont à la charge du PNUD.

3. Contrats forfaitaires

La proposition financière prévoit un montant forfaitaire et précise les modalités de paiement sur la base de produits précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs). Par exemple, la proposition financière indiquera si le paiement sera effectué par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat. Les paiements seront effectués sur la base de livrables (au terme de l'exécution des services spécifiés dans les Termes de Références (TDRs). Afin de faciliter la comparaison des offres financières par le service demandeur, les candidats doivent fournir une ventilation du montant forfaitaire (en y incluant les indemnités journalières et les autres frais tel que la communication).

VIII. CRITERES D'EVALAUTION

Les soumissions techniques reçues seront notées suivant les critères d'évaluation ci-dessous :

Critères	Scores Maximum (points)
1. Qualification et expérience dans le domaine des médias communautaires et du processus de dialogue social.	40
- Diplôme (Master II, ou DEA, DESS) en sciences de l'information et de la communication ou autre diplôme équivalent)	10
- -Expertise avérée en matière de dialogue social et de développement rural ou communautaire	10
- Expérience professionnelle avérée dans la formation des adultes et les professionnelles des médias dans les domaines de cohésion sociale	15
- Références antérieures pour les expériences similaires	5
2. Plan de travail	10
Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10
3. Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	50
- La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10
- Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15
- La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	05
- La proposition comprend-elle un cadre de suivi et d'évaluation pertinent ?	10
- La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment	10
Total des points pour l'offre technique	100
N.B. Le score minimum exigé pour se qualifier est 70 % offre technique et 30 % score financier.	

Les propositions techniques

Une proposition technique incluant :

- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée ;
- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Un CV actualisé.

Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

a. L'offre technique

Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

b. L'offre financière Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts joint. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.

La note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$\text{Note financière A} = [(\text{Offre financière la moins distante}) / \text{Offre financière de A}] \times 30$$

Tableau des coûts (A TITRE INDICATIF).

RUBRIQUE	PU/J	NOMBRE DE JOURS	TOTAL
Honoraires			
Assurances			
Communication			
Autres frais (à préciser)			
TOTAL			

Le contrat sera accordé au (à la) consultant(e) dont l'offre a été évaluée et acceptée, et en fonction des critères suivants :

En conformité avec les Termes de Référence de la consultation ;

Ayant obtenu la note la plus élevée dans l'évaluation combinée de l'offre technique et financière

X. MODALITE DE PAIEMENTS

Les jalons pour les paiements se déclinent comme suit :

Délivrables	Délai (cumulé) (jours calendaires)	Paiement %	Validation
<p>1ère Tranche : Validation du</p> <p>1) plan des formations, 2) l'agenda des ateliers, 3) les différents modules de formation (complet et PowerPoint), 4) les fiches d'évaluations.</p> <p>20 % du montant du contrat à la signature, au titre de l'avance de démarrage, contre remise du livrable 1 précisé ci-dessus ;</p>	7 jours	30%	Coordonnateur du Projet PBF
<p>2ème Tranche : Exécution des formations à travers les différents modules et les exercices pratiques + les rapports de chaque activité de formation + les rapports d'évaluation des connaissances + le rapport de remise de certificat (Livrable 2)</p>	30 jours après	40%	Coordonnateur du Projet PBF
<p>3ème Tranche : Remise du rapport final validé (livrable 3)</p>	45 jours après	30%	Coordonnateur du Projet PBF
TOTAL		100%	